

M Laidi vous conseille delire cet article des Echos.fr

n° 20015 du 01 octobre 2007

Idées

Le point de vue de

ZAKI LAÏDI

■ La mondialisation accentue-t-elle les inégalités ?

La question des inégalités est l'une des plus cruciales du débat public sur la mondialisation. Si on laisse de côté les questions de mesure des inégalités, fortement débattues chez les économistes et aboutissant forcément à des conclusions différentes, on peut globalement formuler quelques observations.

Les inégalités entre pays (les 10 % les plus riches et les 10 % les plus pauvres) se sont indiscutablement accrues. Si on prend en considération non pas les pays mais les revenus des ménages, on aboutit au même constat. La mondialisation accentue les inégalités. Mais cela la délégitime-t-elle pour autant ? Rien n'est moins sûr. Tout d'abord parce qu'il y a inégalités et inégalités. Si, par exemple, on pondère le poids des pays par rapport à leur population c'est-à-dire que l'on tient compte du fait que le Ghana et la Chine n'ont pas la même population, on constate une sensible régression des inégalités et cela essentiellement en raison de la croissance chinoise et indienne. De fait, la croissance des pays en développement croît depuis 2003 trois fois plus vite que celle des pays du G7. On est très loin de la caricature d'un monde s'appauvrissant sous les yeux d'une minorité de privilégiés indécents.

C'est là où il faut préciser un point essentiel. Ce n'est pas parce que les inégalités s'accroissent qu'un pays régresse. C'est même souvent le contraire. L'idée selon laquelle l'inégalité se traduirait par un enrichissement des riches et un appauvrissement des pauvres est le plus souvent une contrevérité. L'inégalité signifie souvent que l'enrichissement des plus riches s'accroît plus vite que celui des plus pauvres. Cela est probablement injuste, mais cela n'a rigoureusement rien à voir avec une sorte de paupérisation. C'est d'ailleurs pour cela que l'accroissement des inégalités n'est nullement contradictoire avec un recul de la pauvreté absolue. On peut avoir moins de pauvreté et plus d'inégalités, de même que l'on peut avoir plus de pauvreté et moins d'inégalités quand par exemple la dynamique de développement est faible.

Enfin, même si l'inégalité s'accroît aux deux bouts de l'échelle sociale, cela ne signifie pas forcément que cette inégalité s'est généralisée dans toutes les couches de la population. Si on prend comme mesure non pas les 5 % les plus riches et les 5 % les plus pauvres, mais les 20 % les plus riches et les 20 % les plus pauvres, on aboutit parfois à des conclusions très différentes. C'est

INFOS ET CONSEILS

- >Toute l'actualité
- >Nos flux RSS
- >Toutes les cotations



- >Fiscalité: quoi de neuf?
- >Calculez vos impôts
- >L'ISF et vous?



- >**Gratuit**: recevoir nos newsletters



...REAGIR

- >Commenter les analyses de nos éditorialistes

- >Votre opinion:

- Les chats
- Les Blogs
- Les forums

...ET S'ABONNER

- >Accédez aux différentes offres d'abonnements

pourquoi parler de l'accroissement des inégalités sans dire de quelles inégalités on parle n'a aucun sens, même si le sujet peut alimenter les discussions du café du commerce ou les débats politiques.

Reste néanmoins à savoir pourquoi les inégalités de revenus à l'intérieur d'un très grand nombre de pays augmentent, au point qu'aujourd'hui, la Chine est statistiquement aussi inégalitaire que les Etats-Unis. Là aussi, les réalités sont complexes. La théorie libérale de l'échange a toujours considéré que l'ouverture des marchés réduisait les inégalités car elle favorisait, sur la base de l'avantage comparatif, aussi bien les travailleurs qualifiés du Nord que les travailleurs non qualifiés du Sud. Mais dans les faits, les choses ne se passent pas tout à fait de la sorte. Il est indéniable que la première source d'inégalités internes résulte de l'écart croissant de rémunération entre travailleurs qualifiés et travailleurs non qualifiés. Mais on ne peut pas dire pour autant qu'au niveau mondial, cela défavorise mécaniquement les travailleurs non qualifiés du Sud. Beaucoup d'études montrent en fait que la rareté du travail disponible profite avant tout aux travailleurs qualifiés. Autrement dit, même si le travail est non qualifié, ce sont des travailleurs qualifiés qui le prennent. C'est un problème que l'on connaît d'ailleurs en France aussi et notamment dans les emplois de la fonction publique où l'on ne peut pas refuser un emploi à une personne sous prétexte qu'elle serait surqualifiée.

Dans l'étude américaine la plus exhaustive qui a été faite sur le lien entre mondialisation et inégalités, on se rend compte en réalité qu'il existe une infinité de situations qui interdisent soit de conclure que la mondialisation réduit les inégalités, ce qui est la thèse libérale, soit qu'elle les accroît de manière linéaire et inéluctable. En Asie, par exemple, les deux pays les plus inégalitaires sont le Népal (presque totalement fermé) et la Chine (très ouverte). Parmi les moins inégalitaires, on trouve la Corée (de plus en plus ouverte et développée) et le Pakistan (peu ouvert et très mal développé).

Ces inégalités se retrouvent à l'intérieur d'un même pays, d'un groupe social à l'autre, mais à l'intérieur même d'un même groupe social. Cela vaut pour la Chine où les inégalités sociales sont d'abord et avant tout des inégalités régionales. Mais cela vaut aussi pour des paysans africains. Celui qui pourra exporter facilement ses produits pourra profiter de l'ouverture alors que celui qui vit dans une région enclavée ne bénéficiera pas de cette opportunité tout en payant des produits importés de plus en plus chers. C'est l'une des raisons pour laquelle il est très difficile de dire que la libéralisation des échanges agricoles profitera à tous ou qu'à l'inverse elle les ruinera tous.

En réalité, on ne peut de cette complexité tirer que deux enseignements. Le premier est qu'il est indéniable que sur le moyen-long terme, le choix de l'ouverture est le plus bénéfique au développement. Car il n'y a tout simplement aucun contre-exemple démentant cette réalité. Simultanément, il serait illusoire de penser que l'ouverture économique serait un bienfait en soi en l'absence de stratégie globale de développement ou de redistribution. Et cela est tout à fait fondamental. Il suffit pour s'en convaincre de regarder les pays pétroliers arabes ou africains très peuplés. Ce sont des pays très ouverts, mais cette ouverture sur le monde s'accompagne le plus souvent d'une stratégie délibérée de non-développement. Des pays comme la Libye, l'Algérie ou le Nigeria en sont l'illustration la plus caricaturale. Tout est fait pour importer des produits pour mieux empêcher la création de pôles nationaux de richesse qui viendraient porter atteinte aux bénéficiaires de la rente. Mais ce problème se retrouve chez nous, même s'il est moins aigu. En Europe, des pays confrontés à une même ouverture parviennent à des résultats fort différents en termes d'équité. On peut même dire que les pays à tradition égalitaire restent assez égalitaires tandis que les pays traditionnellement inégalitaires le restent aussi. La variable politique est donc essentielle. Et c'est sur elle qu'il faut agir plutôt que de se demander abstraitement si la mondialisation est bénéfique ou non au développement.

ZAKI LAÏDI est politologue au Centre d'études et de recherches internationales

(Ceri).

La mondialisation accentue-t-elle les inégalités ? ZAKI LAÏDI

Tous droits réservés - Les Echos